

ALGER

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Des-intellectuels-ecrivains.html>

**France : Des intellectuels,
écrivains, éditeurs, militants
associatifs, historiens,
personnalités du barreau,
scientifiques, anciens appelés
... font une lettre ouverte au
président de la république
française, demandant la vérité**

sur la mort du militant communiste algérien, Maurice Audin

- Hommages - Hommage aux amis et aux camarades disparus - Maurice Audin -



Date de mise en ligne : lundi 29 mai 2017

Description :

Il y aura bientôt soixante ans, dans la nuit du 11 au 12 juin 1957, Maurice Audin, jeune mathématicien membre du Parti communiste algérien, était arrêté à Alger par une unité de parachutistes, avant de disparaître à jamais. Dans une lettre ouverte adressée à Emmanuel Macron, plusieurs personnalités demandent au nouveau Président de la République de se saisir de ce triste anniversaire pour illustrer son engagement à « prendre des actes forts sur cette période de notre histoire », en faisant en sorte que la vérité historique sur cet assassinat soit enfin connue.

Le mardi 6 juin, à la Mairie du 2e arrondissement, 8, rue de la Banque, une projection du film documentaire Maurice Audin, la Disparition, de François Dermerliac, aura lieu, à 19h, suivie d'un débat.

Le samedi 10 juin, à 11h, un dépôt de gerbes aura lieu à la Place Maurice Audin, dans le 5e arrondissement.

4ACG

27 mai 2017

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Nous demandons la vérité sur l'affaire Audin : lettre ouverte au Président de la République

Il y aura bientôt soixante ans, dans la nuit du 11 au 12 juin 1957, Maurice Audin, jeune mathématicien membre du Parti communiste algérien, était arrêté à Alger par une unité de parachutistes, avant de disparaître à jamais. Dans une lettre ouverte adressée à Emmanuel Macron, plusieurs personnalités demandent au nouveau Président de la République de se saisir de ce triste anniversaire pour illustrer son engagement à « prendre des actes forts sur cette période de notre histoire », en faisant en sorte que la vérité historique sur cet assassinat soit enfin connue.

En juin 1957, le jeune et brillant mathématicien qu'était Maurice Audin, engagé pour l'indépendance de l'Algérie, a été assassiné à l'âge de 25 ans par les parachutistes du général Massu chargés officiellement du maintien de l'ordre à Alger. Cet assassinat est intervenu au plus fort de la guerre d'Algérie, en plein coeur de la « Bataille d'Alger », ouverte, le 7 janvier 1957, par la décision des autorités françaises de la IV^e République de charger la 10^e division parachutiste commandée par le général Massu de maintenir l'ordre dans la ville. Pendant six mois, ces hommes ont pratiqué massivement la torture et les exécutions sommaires. Quelque trois mille Algériens, arrêtés par eux, ont disparu. Le secrétaire général de la police d'Alger, Paul Teitgen, ancien résistant déporté, attaché au refus de la torture, écrivait le 29 mars 1957 dans sa lettre de démission : « Depuis trois mois nous sommes engagés [...] dans l'anonymat et l'irresponsabilité qui ne peuvent conduire qu'aux crimes de guerre ».

Maurice Audin n'est jamais réapparu. Pendant cinquante-sept ans, les autorités françaises ont affirmé qu'il s'était évadé. Le 18 juin 2014, après la publication quelques mois plus tôt d'un livre relatant les confidences tardives du général Aussaresses disant que l'ordre de l'assassiner avait été donné par le général Massu, le président François Hollande a publié un message avouant que « Maurice Audin ne s'est pas évadé. Il est mort durant sa détention ». Le mensonge d'Etat ainsi reconnu par le président de la République est le plus long de notre histoire contemporaine. Dans le cas de l'affaire Dreyfus, le mensonge d'Etat a duré douze ans. Dans le cas de l'affaire Audin, il a duré cinquante-sept ans, jusqu'à cette reconnaissance. Mais cette reconnaissance d'un mensonge n'a pas encore fait place à l'aveu de la vérité.

Comment Maurice Audin est-il mort ? Si un ordre a été donné de le tuer, qui a donné ou partagé cet ordre ? Dans quel but a-t-il été donné ? Soixante ans après les faits, il est temps que sa veuve, Josette Audin, à qui les pouvoirs politiques français successifs ont menti tout en entravant délibérément le travail de la Justice, connaisse enfin la vérité.

C'est ce que demandent les signataires de cette lettre adressée le 26 mai 2017 au nouveau Président de la République :

Monsieur le Président,

Dans la nuit du 11 au 12 juin 1957, il y aura juste soixante ans dans quelques jours, Maurice Audin, jeune mathématicien membre du Parti communiste algérien, était arrêté à Alger par une unité de parachutistes. Il disparaîtra à jamais. Jusqu'en 2014, la version officielle, à laquelle personne ne portait crédit, était qu'il s'était évadé.

Le 18 juin 2014, M. François Hollande, votre prédécesseur, a publié un communiqué déclarant : « Mais les documents et les témoignages dont nous disposons aujourd'hui sont suffisamment nombreux et concordants pour infirmer la thèse de l'évasion qui avait été avancée à l'époque. M. Audin ne s'est pas évadé. Il est mort durant sa détention. » Depuis cette déclaration (évoquée la veille devant son épouse Josette Audin, reçue à l'Élysée), ni ces documents ni ces témoignages ainsi évoqués, pourtant concordants et nombreux selon ce communiqué, n'ont été révélés.

En mars 2014, un appel signé de 171 personnalités et publié par les quotidiens L'Humanité et Mediapart, que nous vous joignons, a demandé qu'il soit enfin dit la vérité sur cette affaire.

De nombreuses questions se posent. Un livre paru en janvier 2014 a fait état de confidences tardives du général Paul Aussaresses peu avant sa mort évoquant un ordre d'assassinat donné par le général Jacques Massu. Qu'en est-il ? Dans ce cas, y a-t-il eu des échanges à ce sujet avec le ministre résident Robert Lacoste, le commandant en chef de l'armée en Algérie Raoul Salan et certains autres ministres ?

Nous pensons qu'à l'occasion de ce triste soixantième anniversaire, la vérité historique relative à cet assassinat doit enfin être connue. Le 5 mai, devant la rédaction de Mediapart, vous avez déclaré : « De fait, je prendrai des actes forts sur cette période de notre histoire... » Nous pensons donc qu'à cette occasion, en recevant Josette Audin ou en vous exprimant lors des commémorations qui auront lieu à cette occasion, vous pourriez ainsi concrétiser cet engagement.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

Alban Liechti, Agir contre le colonialisme aujourd'hui (ACCA),
Charles Silvestre, Société des Amis de l'Humanité, coordinateur de l'Appel des douze â€” Henri Alleg, Josette Audin,
Simone de Bollardière, Nicole Dreyfus, Noël Favrelière, Gisèle Halimi, Alban Liechti, Madeleine Rebérioux, Laurent
Schwartz, Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet â€” du 31 octobre 2000,
Gérard Tronel, Association Maurice Audin,
Nils Anderson, éditeur,
Francis Arzalier, Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA),
Raphaëlle Branche, historienne,
Patrick Chamoiseau, écrivain,
Didier Daeninckx, écrivain,
Pierre Daum, journaliste au Monde diplomatique,
Michel Broué, mathématicien,
Laurence De Cock, historienne,
Alain Desjardin, Association des anciens appelés en Algérie et leurs amis contre la guerre (4ACG),
Mathias Enard, écrivain,
Jérôme Ferrari, écrivain,
François Gèze, éditeur, La Découverte,
Pierre Joxe, avocat, ancien parlementaire, ancien ministre, membre honoraire du Conseil constitutionnel,
Mehdi Lallaoui, Au Nom de la Mémoire,
Jean-Pierre Mignard, avocat,
Renée Le Mignot, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP),
Gilles Manceron, historien, Ligue des droits de l'Homme,
Olivier Mongin, directeur de la revue Esprit,
Edgar Morin, sociologue et philosophe,
Michel Parfenov, éditeur, Actes Sud,
Claude Penner, chercheur CNRS, directeur du Maitron,
Edwy Plenel, directeur de Mediapart,
Henri Pouillot, Sortir du colonialisme,
Jacques Pradel, Association nationale des pieds-noirs progressistes et leurs amis (ANPNPA),
Alain Ruscio, historien,
Bernard Stephan, directeur de la rédaction de Témoignage Chrétien,
Benjamin Stora, historien,
Raphaël Vahé, Association républicaine des anciens combattants (ARAC),
Françoise Vergès, politologue et historienne,
Cédric Villani, mathématicien, président du jury du Prix Maurice Audin.

Le mardi 6 juin, à la Mairie du 2e arrondissement, 8, rue de la Banque, une projection du film documentaire Maurice Audin, la Disparition, de François Dermerliac, aura lieu, à 19h, suivie d'un débat.

Le samedi 10 juin, à 11h, un dépôt de gerbes aura lieu à la Place Maurice Audin, dans le 5e arrondissement.

**4ACG
27 mai 2017**